

UDT 2005 : Discours de clôture de Jacques Bompard

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Tout au long de ces jours de travaux, nous avons pu le vérifier : le système qui nous gouverne - et qui gouverne - la majeure partie des États de la terre représente une menace sans précédent dans l'histoire du monde pour notre peuple, comme d'ailleurs pour tous les peuples.

Dilution des identités, effacement des cultures, abandon des spécificités, abdication des États, chute des mœurs et de la famille... Tout ce que plusieurs millénaires d'humanité, plusieurs centaines de générations, avaient lentement élaboré, semble aujourd'hui à la veille de disparaître entièrement ; noyé, submergé, par le mode de vie consumériste, la mise à l'index de toute norme sociale et le triomphe de la sphère privée, cette tyrannie laïque et obligatoire de l'individualisme.

Dans notre pays, les choses vont très vite. Elles s'accélèrent même. En seulement 20 ans - et qu'est-ce vingt ans à l'échelle de l'histoire ? - dans le domaine politique, la France a perdu sa monnaie, abandonné la majeure part de son pouvoir législatif, marginalisé la puissance de son armée.

Dans le domaine social, elle a reconnu avec le PACS les unions entre homosexuels, renoncé à provoquer tout effort démographique.

Dans la sphère religieuse, elle a élevé l'Islam au rang de religion nationale, choyée par la droite de Sarkozy, vénérée par la gauche prétendument laïque.

Dans le domaine économique, notre agriculture entre dans la dernière phase de son agonie, alors que notre industrie a commencé la sienne depuis trente ans et que le secteur tertiaire ne suffit plus à offrir des emplois sûrs et bien rémunérés.

Les Français sont-ils heureux ? Oui, si l'on comptabilise le nombre de voitures, de lecteurs de DVD ou de téléphones portables par famille. Oui, si l'on considère leur obstination à élire et à réélire les mêmes hommes des mêmes partis depuis des décennies. Oui, si l'on en croit les sondages au lendemain d'une victoire de l'équipe de France de football.

Non, en revanche, si l'on se penche sur une autre comptabilité, plus mortifère mais, hélas, bien réelle ; celle du nombre des suicides, celui des drogués, celui des obèses, celui des célibataires qui, paraît-il, souhaiteraient fonder une famille, mais ne trouvent point la soi-disant âme sœur. Non, si l'on additionne aux chômeurs tous les exploités des petits boulots, si l'on ajoute tous ceux qui, chaque année, quittent notre pays pour aller gagner leur vie à l'étranger.

Mais si les Français ne sont pas heureux, ils mangent, sauf exceptions rares, à leur faim et ils regardent leur télévision quatre heures par jour. Aucun frémissement révolutionnaire, nul accès de colère ne semble capable de traverser le corps social français. Et si un grand mouvement de protestation relève de l'utopie que dire d'un élan d'adhésion pour un parti, une doctrine ou un homme...

Bref, parfois malheureux, souvent insatisfait, presque toujours râleur, le Français subit sans guère broncher son sort, persuadé de l'inanité de tout effort collectif pour y échapper.

Tel est le triomphe de l'individualisme et du relativisme. Les mouvements d'humeur du citoyen dont la voiture a brûlé ou a été volée, dont le fils a perdu son emploi ou dont la femme ou une des filles a été violée, ne se transforment très rarement en réaction politique, en engagement personnel. Il est vrai que le système apporte des interprétations anesthésiantes à tous les phénomènes négatifs qui peuvent nous toucher. Une voiture brûlée devient une incivilité. Une délocalisation, la rançon du progrès économique... Si, d'aventure, l'anesthésie ne suffit pas et que cela pince encore un peu, alors intervient la magie, le tabou, les fétiches.

Ce sont les mots de la novlangue, celle annoncée par Orwell, prononcés pour angoisser et provoquer un réflexe pavlovien : antiracisme pour racisme antifrançais, solidarité internationale pour impôt ou racket, fascisme, nazisme... les mots qui font peur et qui font reculer l'électeur avant de faire son choix dans l'isolement.

Un isolement d'où sortent, élection après élection, depuis des décennies et des décennies, les mêmes hommes des mêmes partis pour servir le même système.

Un système profondément corrompu, zone de confluence des appétits individuels et des intérêts capitalistes, où, sous le nom de république française, croupit le marécage politique.

Un système où l'intérêt général s'efface devant la puissance de l'argent. On le voit avec les trusts, avec les compagnies pétrolières, avec les marchands de canons. Ce sont eux qui ont l'argent nécessaire pour faire les carrières politiques, pour encourager les vocations favorables à leurs affaires.

Qui peut attendre encore quelque chose de ces partis ? Qui peut croire qu'ils ont la moindre influence sur les phénomènes migratoires, sur l'insécurité, sur le laxisme généralisé, sur la disparition des valeurs morales... ?

Dans ce contexte de paralysie générale des énergies collectives, d'atomisation des destins, d'assoupissement des consciences, sur quelles forces peuvent s'appuyer ceux qui refusent ce système à détruire notre peuple ? Ni la religion catholique, ni l'amour de la patrie, ni la conscience d'appartenir à une civilisation millénaire, ne semblent plus aujourd'hui être des ressorts suffisamment puissants.

La faute, peut-être, de leurs représentations sociales, que ce soit l'Église ou l'État.

Plus sûrement le fait que l'homme nourri et distrait n'a plus besoin des autres hommes, si l'on en reste à la simple observation des besoins. Mais si l'homme n'avait que des besoins, son bonheur serait quantifiable, planifiable, accessible. L'homme est également animé de forces qui toutes se rattachent à la lutte, qui, toutes, s'appuient sur des instincts et des façons d'être et de pouvoir que l'on peut étouffer mais non tuer. Elles sont plus fortes que la raison raisonnée.

Ces sentiments d'appartenance sont toujours vivaces car éternels et s'ils se réfugient aujourd'hui, par exemple, sur les gradins des stades, ils ne demandent qu'à en descendre pour occuper tout l'espace de la Cité.

Encore faut-il pour catalyser ces forces, pour les faire remonter à la surface de l'histoire de notre temps, que d'autres hommes les éveillent, les canalisent, les orientent. Si l'histoire se fait par la volonté de quelques hommes, elle ne devient triomphante que par l'adhésion de masses considérables. Or, celles-ci se détournent des partis politiques, se désagrègent jusqu'à l'atome individuel. On les comprend.

Un parti gouvernemental comme l'UMP ne compte pas grand monde une fois qu'on en a soustrait tous ceux qui vivent de la politique : milliers de députés, de maires, de conseillers municipaux, généraux, régionaux, milliers de permanents, d'attachés parlementaires, de secrétaires de conseils généraux ou régionaux, épouses ou époux de tout ce monde...

Seuls les partis hors du système attirent encore, mais en nombre faible, et marginal au prorata de la population totale, des militants bénévoles et dévoués.

Une seule mouvance a réellement amené à elle une masse considérable d'hommes et de femmes, c'est la nôtre, laquelle, entre 1984 et 1998, a vu passer dans ses rangs plusieurs centaines de milliers de personnes.

Rappelons-nous seulement des meetings pour la présidentielle de 1988. Le stade vélodrome de Marseille rempli aux trois quarts, le quatrième étant occupé par l'estrade du meeting. 20.000 personnes selon le journal Libération ! Peut-être 30.000 en réalité. La fête de Jeanne d'Arc la même

année : 10 à 15.000 militants dans les rues de Paris.

Où sont-ils passés ? Où sont passés aussi tous ces gens qui ont défilé le 1er mai 2002 dans les rues de Paris ? Là encore 8 à 10.000 militants. Les voit-on dans les meetings du FN, dans ses permanences, dans ses dîners débats ? Non... Ils sont venus et on les a laissés repartir.

Pourquoi vous dis-je tout cela ? Simplement parce que je crois qu'il ne faut pas jouer, pas se leurrer. Avant de vouloir combattre le système en place, avant d'en sortir même par la porte de secours, il faut être capable, il faut être respectable, il faut être digne, il faut être crédible. Or, je ne crois pas, hélas, que ce soit l'image que donne notre famille de pensée aujourd'hui en France.

Nous n'incarbons pas ou plus une alternative, nous ne représentons pas l'espoir. Nous rassemblons seulement le temps d'une élection une minorité de notre peuple, et à l'intérieur de cette minorité, la grande majorité exprime un ras le bol, pousse un cri de protestation, mais, en aucun cas, ne souhaite réellement nous donner les rênes du pouvoir.

Comment changer cela ? Certainement pas en persévérant dans les mêmes méthodes, en recommençant les mêmes erreurs, en allant comme un troupeau de brebis là où nos ennemis nous mènent et nous attendent.

Ces derniers désinforment en nous caricaturant, en falsifiant notre programme. Ne les aidons plus dans leur tâche.

Les événements de la seconde guerre mondiale n'intéressent pas les Français. Ils ont d'autres soucis et d'autres attentes. Les discours imprécateurs, les provocations verbales, les envolées utopiques sur la création d'un grand service public mondial, choquent également ou désorientent.

Ce que je dis là ne pouvant apparemment être compris par ceux qui président aux destinées de la mouvance nationale, ils nous appartient à nous, les petits, la base, d'agir.

La situation est trop grave. Nous ne pouvons plus attendre une hypothétique réforme par le haut de la droite dite nationale. Notre devoir est de travailler à la création de la force novatrice qu'espèrent les Français.

En attendant, et puisque nous ne pouvons hâter ses nécessaires changements internes, nous devons - car nous pouvons - agir à notre niveau, comme le défenseur du mur d'enceinte d'une citadelle tient son morceau de créneau.

Nous devons agir là où nous vivons, nous devons agir localement.

Ce travail local, de terrain, peut sans aucune difficulté se placer éventuellement hors des partis. Certes, tout le monde ne dispose pas d'une implantation similaire à celle d'Orange. Mais partout il est possible de préparer les élections municipales de 2007 ou 2008 en se constituant en association d'intérêt local. Dans beaucoup d'endroits, il est possible de faire élire des conseillers municipaux d'opposition.

Un conseiller d'opposition est utile. D'abord, parce qu'il acquiert de par son mandat de la crédibilité auprès des électeurs et peut ainsi envisager, en travaillant, de gagner les élections suivantes. Ensuite, parce qu'il peut influencer sur un certain nombre de décisions ou prise de position idéologiques de la majorité. Je vous donnerai un seul exemple. Dans une ville voisine, celle de Bollène peuplée de 15 000 habitants, où nous pesions en 2001, 47% des voix, la municipalité socialo-communiste a commandé d'elle-même une étude sur la population immigrée de la ville. Chose inouïe, due à la seule action de nos élus d'opposition, qui, depuis cinq ans, combattent sur ce terrain. Alors, bien sûr, l' élu communiste qui a commenté l'étude se félicite et affirme que tout va très bien à Bollène, que les immigrés sont gentils, beaux, sympathiques, mais l'on sait maintenant que la commune compte deux fois plus d'immigrés que la moyenne nationale, compte non tenu des naturalisés et des clandestins. Les faits ne sont plus niés : les Bollénois savent maintenant une partie de la vérité sur leur ville. Je pourrais multiplier ce genre d'exemples.

Ce dont je voudrais vous persuader c'est qu'un élu local a cent fois plus de pouvoirs, de possibilités d'agir sur le réel, de rayonnement véritable sur le peuple avec lequel il est en contact constant, que les chefs d'un parti pesant 15% mais n'exerçant aucune responsabilité pouvant influencer sur les décisions politiques, sociales ou économiques. Aurions-nous 1.000 conseillers régionaux que cela n'aurait que peu d'importance s'ils restaient dans une opposition strictement formelle car, dans la masse de nos concitoyens, presque personne ne connaît les conseillers régionaux. Seuls comptent les élus communaux et, à une moindre mesure, les conseillers généraux.

Trop souvent nos concitoyens font une distinction entre la politique et la vie locale. Cette distinction est faite aussi par beaucoup de militants ou de cadres de notre famille de pensée. Il y aurait d'un côté, la politique, la vraie, la grande, la seule passionnante. Celle qui permet de refaire en rêve le monde, où l'on parle des grands blocs continentaux, de l'économie européenne, de la diplomatie en Afrique.

Bref, une politique éloignée de la vie des citoyens, une politique sans risque pour les mouvements minoritaires, puisque sans aucune responsabilité.

Et, de l'autre, il y aurait cette forme inférieure de la vie politique, celle que certaine jeune femme politique avait désigné voici quelques années sous le nom de "eaux usées". Ce mépris est à la fois incompréhensible et dangereux. Incompréhensible car la politique, c'est, qu'on le veuille ou non, d'abord et avant tout, cela : la gestion de la vie quotidienne, la gestion de tous les jours des habitants de la cité. Il y a un lien essentiel entre la politique et le quotidien. Le refuser, c'est se mettre en retrait, c'est se placer à part, c'est refuser la confrontation avec le réel et donc tourner le dos à toute recherche d'efficacité.

Ce mépris est également dangereux car il a entraîné depuis vingt ans notre absence sur le terrain. Nous avons laissé les places aux représentants des autres mouvements politiques. Comment est-il concevable que dans la quasi-totalité des villes et villages où nos idées dépassent les 10 ou les 20% nous n'ayons aucun élu ?

La faute en revient uniquement au mirage présidentiel, à ceux qui pensent que l'on pèse politiquement plus lorsque l'on est battu à une élection nationale que vainqueur à un scrutin local.

La faute à ceux qui imaginent que cinq minutes à la télévision suffisent pour enrayer le lavage de cerveau subi par nos contemporains.

Je suis, pour ma part, certain du contraire. Seul le contact humain peut parvenir à inverser la donne. Seule l'existence de milliers de relais locaux actifs sur la durée peut peser politiquement.

C'est la raison pour laquelle vous devez continuer à être ou devenir acteurs, prendre ou, à tout le moins, chercher à prendre des responsabilités dans votre commune. Que ce soit au conseil municipal, mais aussi dans les clubs, les associations, les groupes de parents d'élèves.

Partout où il existe un pouvoir, un centre d'influence sur la vie de la cité, partout où vous pouvez prendre une place, prenez-la. C'est un devoir militant beaucoup plus important et bien plus difficile que coller des affiches pendant les campagnes électorales.

Ce devoir, je suis convaincu que vous tous présents ici, vous êtes décidés à l'accomplir. En effet, si vous êtes ici depuis trois jours, c'est qu'un même moteur nous fait avancer, nous unit. C'est parce que nous avons tous pleinement conscience que ce que nous faisons ici et ce que nous voulons faire dans l'avenir, nul ne le fait et nul ne veut le faire ailleurs !

Cette action personnelle que nous devons tous mener sur le terrain local, dans notre commune, n'est pas pour autant forcément un combat isolé. Je crois, au contraire, à la nécessité de coordonner nos efforts, de créer une confédération à l'échelle régionale de nos actions d'implantation locale. C'est notre ambition en région Provence pour cette rentrée avec en ligne de mire les élections municipales de 2008. Deux grosses années nous en séparent, mais 24 mois qui passeront très vite et qu'il va falloir mettre à profit immédiatement.

Je le dis donc ici : nous sommes à votre disposition pour vous aider à mener chez vous notre combat.

Je souhaite placer celui-ci sous celui de la persévérance et de l'humilité.

Persévérance car rien ne s'obtient sans travail. Un militantisme commencé à l'automne 2005 a peu de chance de déboucher sur de grandes victoires en seulement quelques mois. Il faut plusieurs années d'efforts consentis, de rebuffades encaissées, de difficultés surmontées, avant d'espérer peser d'un certain poids dans une commune.

Humilité car nous avons trop souffert et souffrons encore tous les jours plus du poids de l'ego au sein du mouvement national. Certes, notre mouvement a besoin de fortes personnalités, mais celles-ci ne doivent pas perdre de vue, qu'en dernière fin, elles sont au service de nos idées, elles-mêmes au service de notre peuple. En tant que militants de la cause nationale, nous devons régulièrement nous poser les questions : suis-je utile, aussi utile que possible ? Est-ce que telle ou telle de mes actions, de mes paroles, ne nuit pas à notre communauté militante ? Suis-je le mieux placé pour prétendre à cette responsabilité ? Que puis-je faire pour être plus efficace ?

Ces interrogations ne doivent pas conduire seulement à tempérer nos ego, à surveiller nos affects, à les relativiser, elles doivent également, et la chose est aussi importante, empêcher tout "suivisme", toute obéissance aveugle. Nous ne devons pas nous conduire en petits chefs mais nous ne devons pas nous en remettre à un grand timonier qui saurait tout mieux que tous. Cet exercice de balance est délicat, je le sais. Il serait pourtant bénéfique à notre cause.

Nous ne sommes pas une secte, les militants ne sont pas des disciples. Nous sommes des hommes et des femmes libres, comme l'était le citoyen de la cité grecque ou les paysans du monde celtique ou germain.

Nous ne sommes pas un ghetto, au contraire, nous plaçons notre action au sein même de la communauté nationale.

Nous ne nous regroupons pas pour rester entre ceux qui pensent pareil, nous nous regroupons pour amener à nous l'ensemble des Français.

Plus qu'un parti, nous sommes des groupes en marche, un réseau d'initiatives et de compétences. Chacun d'entre vous a son destin militant en main. Personne ne vous empêche et ne vous empêchera de mener un combat local dans votre village, votre quartier, votre ville, votre canton. Libre d'agir, vous n'en serez pas pour autant, si du moins vous le souhaitez, isolé. L'Esprit public entend bien avant tout fédérer vos efforts et vous fournir l'aide fraternelle due aux camarades de combat.

Les animateurs de l'Esprit public sont disposés à venir dans vos régions et départements assurer un ou plusieurs jours de formation militante, à travailler à vos côtés pour vous apporter les munitions dont vous avez besoin. N'hésitez pas à nous contacter à ce sujet.

Nous sommes prêts à travailler avec toutes associations, structures, mouvements, partageant nos idées. Il faut en finir avec l'esprit de boutique. Seul l'intérêt général doit primer.

Notre société est sclérosée au dernier degré. Presque plus personne ne croit en les représentants de ce système. Il existe un vrai boulevard pour une force capable de mettre en adéquation nos idées avec ce potentiel humain considérable.

L'avenir est uniquement entre nos mains. Il faut nous mettre à la tâche !